

# OGM

# Opinion Grossièrement

# Manipulée ?

*Lettre ouverte  
à la direction de l'Inra*

## Sommaire

Introduction	2
<b>« Oui aux OGM aux champs »</b>	3
par Bertrand Hervieu et Marion Guillou <i>Libération</i> , lundi 23 septembre 2002	
<b>Des essais nécessaires ?</b>	5
Les OGM ne sont pas nécessaires à l'étude des flux de gènes	
Le flux de gènes est déjà démontré La science a bon dos Un progrès technique douteux Un intérêt économique négatif Des pratiques rigoureuses ?	
<b>Des convictions aux origines pas très scientifiques</b>	9
Dis-moi quel est ton partenariat et je te dirai quelle recherche tu fais	
<b>Faire entrer la recherche en démocratie</b>	11
Quelques précédents Le courage d'être contrarié Les conditions du débat et de la décision	
<b>Bibliographie</b>	14
<b>Liste des signataires</b>	16

## Introduction

En publiant dans le journal *Libération* du 23 septembre 2002 une tribune intitulée « *Oui aux OGM aux champs* », la direction de l'Institut national de recherche agronomique a donné une dimension nouvelle au débat sur les OGM. En effet, la prise de position de la direction d'une institution scientifique publique est radicalement différente de l'opinion émise par un chercheur. Désormais, l'Inra n'est plus un lieu d'expertise neutre mais un acteur engagé. Ceci pose le problème de fond de l'existence d'une recherche au service du bien public.

Mais le plus grave c'est que l'argumentaire de la direction de l'Inra contient de nombreuses contrevérités. Car le message de base - *les essais sont nécessaires et légitimes* - n'est soutenu que par un argument d'autorité fondé sur le poids institutionnel de l'Inra et non sur une démonstration s'appuyant sur des faits et des arguments de fond. Et pour cause, depuis maintenant dix ans, comme nous le verrons, les raisons de se montrer très réservé à l'égard des OGM n'ont pas cessé de s'accumuler !

L'objet de ce présent fascicule est donc d'opposer aux arguments d'autorité les éléments récents survenus dans le champ du réel et d'opposer des faits aux effets de manche.

Nous reproduisons dans un premier temps l'article en question, puis les réponses factuelles que l'on peut y apporter.

Dans une deuxième partie, nous nous interrogerons sur les raisons qui peuvent pousser la direction de l'Inra à adopter une position si risquée et si peu fondée. Ce sera pour nous l'occasion de montrer la recherche telle qu'elle va et non telle qu'elle prétend aller.

Dans une troisième partie, en se basant sur les expériences passées, nous faisons des propositions concrètes pour que la recherche entre en démocratie et renonce aux arguments d'autorité.

## « Oui aux OGM aux champs »

Par Bertrand Hervieu et Marion Guillou respectivement président et directrice générale de l'Inra.

*Libération*, lundi 23 septembre 2002

Le procès de Foix (1) a mis de nouveau les projecteurs sur la controverse autour des organismes génétiquement modifiés (OGM). L'opinion oscille et continue d'attendre de la part des chercheurs scientifiques un avis, ou mieux une expertise, aussi indépendante que possible pour éclairer les choix à arrêter. Le prétoire comme la pression médiatique n'étant pas des plus propices pour expliquer ou rendre compte des enjeux en cause, il nous revient de dire maintenant en quoi les essais en plein champ sont, à nos yeux, nécessaires pour construire cette expertise attendue par tous.

L'Institut national de la recherche agronomique (Inra) est un organisme de recherche public, à la croisée entre production de connaissances, expertise publique et contribution à l'innovation. Son action se situe dans le moyen et long terme. Loin de l'effervescence conjoncturelle, nous souhaitons bénéficier ici d'un vrai temps de présentation de notre approche sur les essais OGM « en champs », autour de la construction de l'expertise publique et de la vision équilibrée, et donc partagée, de l'innovation.

Les essais sont nécessaires et légitimes. L'Inra mène actuellement huit essais visant à comprendre autant de phénomènes biologiques et leur expression en milieu naturel. Ils obéissent tous à des recommandations rigoureuses émises par les autorités publiques et n'interviennent qu'après des études et des expérimentations en milieu confiné. Si nous avons décidé de passer de la serre au champ, c'est que, dans certains cas, seuls des essais en milieu naturel permettent d'avancer et de répondre aux questions que ces plantes d'un genre nouveau posent à la science et - plus largement - à notre société.

C'est le cas du croisement entre plantes transgéniques et plantes sauvages (les fameux « flux de gènes ») dont l'Inra a été l'un des premiers organismes à étudier la réalité. En théorie, de tels flux sont possibles mais seuls des essais en champ - comme ceux entrepris à Gaudiès avant qu'ils ne soient détruits - peuvent nous permettre de savoir s'ils ont réellement lieu, à quelle échelle et avec quels risques pour l'environnement.

Les essais en champ nous permettent donc d'approfondir nos connaissances; ce qui, pour un organisme de recherche, est déjà une fin en soi. Ils nous permettent aussi - et c'est là un point important du débat sur les OGM - de fournir aux pouvoirs publics les informations dont ils ont besoin pour prendre les mesures réglementaires qui s'imposent et participer, sur la base d'études menées par leurs propres experts, à la définition de règles internationales en matière de biosécurité. Cette contribution à l'« expertise publique » est essentielle : face aux controverses que suscitent les plantes transgéniques, les organismes publics de recherche comme le nôtre sont en mesure de fournir les experts nécessaires à des évaluations impartiales. Renoncer aux essais en champ serait donc, d'une certaine façon, rendre la France muette et aveugle. Ce serait, en fin de compte, faillir aux missions que les pouvoirs publics - et donc nos concitoyens - nous ont confiées.

Au-delà de la question des essais en champ et de celle des OGM, il y a un débat qu'il faut maintenant engager car il est fondamental pour l'évolution de la recherche publique. Ce débat, c'est celui du rôle et des conditions de l'innovation en agriculture.

Notre agriculture, après avoir gagné le pari de l'autosuffisance alimentaire, s'attache à celui de la qualité, du respect de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans un renouvellement des méthodes de culture et des techniques d'élevage ; sans de nouvelles variétés végétales et animales qui nous permettent de préserver notre niveau de production, d'améliorer sa qualité et de préserver l'environnement. L'amélioration génétique est, depuis toujours, un des principaux moteurs de l'évolution de notre agriculture. Autrefois obtenue par des croisements empiriques, elle emprunte aujourd'hui des techniques de plus en plus sophistiquées dont les OGM sont la manifestation la plus emblématique. Les OGM ne sont

pourtant qu'une des voies possibles d'amélioration des plantes. Ainsi, à l'Inra, l'accent est mis plutôt sur la sélection assistée par marqueurs, technique nouvelle qui permet de repérer dans une espèce sauvage ou rustique, les gènes d'intérêt afin de croiser - de façon naturelle - ces espèces avec les variétés les plus productives.

L'innovation et donc la recherche sont au cœur du défi que doit relever notre agriculture. Nous entendons y prendre toute notre part. Mais pour cela, il faut faire en sorte que ce progrès soit partagé et approuvé par l'ensemble des acteurs de la filière agricole et alimentaire, depuis l'agriculteur au consommateur. Ce dialogue, nous l'avons d'ores et déjà engagé pour les OGM. Grâce aux débats citoyens organisés depuis bientôt dix ans par les pouvoirs publics, grâce aussi aux multiples débats locaux, au sein desquels les chercheurs de l'Inra, du CNRS comme du Cirad (2) ont été mobilisés, la recherche publique n'est pas restée sourde aux interrogations de nos concitoyens. L'Inra a été ainsi le premier à poser les principes de précaution sur la question des essais d'OGM et à les mettre en pratique. A l'heure actuelle, nous sommes engagés dans un processus de concertation très étroit sur la question de la vigne transgénique dont les résultats seront rendus publics.

Avec l'autre bout de la filière agroalimentaire, celui de la production et de la transformation, notre dialogue est tout aussi étroit. Ainsi, l'Inra a créé, avec le CNRS, le Cirad et l'IRD (3) mais aussi Bayer et les industriels de la semence, un consortium dénommé Génoplante dédié à la recherche sur la structure et le fonctionnement du patrimoine génétique des végétaux. Ce dispositif nous permet d'être à la pointe de la recherche « en train de se faire ». En outre, grâce à la mise en place d'une structure juridique commune, une société par actions simplifiées dont les organismes publics détiennent la majorité, la valorisation des résultats de ces recherches est mutualisée entre les différents partenaires. Ainsi, Génoplante concourt à la construction d'une capacité d'action européenne dans la connaissance, la gestion et la maîtrise de nos ressources génétiques : un enjeu crucial pour l'avenir à long terme de notre agriculture.

Construction et dialogue avec tous les acteurs du débat, partage des orientations et des résultats, partenariat large : tels sont les principes qui nous guident dans nos recherches. Saisissons l'opportunité du débat sur les OGM et celui sur les essais en champ pour renouveler les termes du contrat qui unit la science, la production et la société et mettre enfin en place une véritable gestion sociale de l'innovation.

- (1) Le tribunal de Foix (Ariège) a mis en délibéré au 22 octobre son jugement à l'encontre de José Bové et de huit autres militants anti-OGM poursuivis pour la destruction d'une parcelle expérimentale de colza transgénique en avril 2000, à Gaudiès.
- (2) Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).
- (3) Institut de recherche pour le développement (IRD).

## Des essais nécessaires ?

Les essais, affirme la direction de l'Inra, sont nécessaires et légitimes. Mais quel est au juste l'objet de ces essais ? S'agit-il des flux de gènes ? Est-ce le fait que le pollen de plantes génétiquement modifiées féconde et contamine des plantes sauvages ?

A cela deux réponses.

### Les OGM ne sont pas nécessaires à l'étude des flux de gènes

Si l'étude des flux de gènes en champ est effectivement un sujet de recherche digne d'attention, pourquoi ne pas la mener avec des plantes non transgéniques ? C'est en effet le flux de pollen qui est mesuré, et sa capacité à féconder une plante voisine. On pourrait donc déjà tirer beaucoup d'enseignements, sans risque de dissémination de transgène, en mesurant ces paramètres sur des plantes non transgéniques, à l'aide par exemple de marqueurs moléculaires, ou encore, plus simple, de variétés naturellement colorées (maïs bleu par exemple). Dire qu'il a fallu les OGM pour que ce sujet d'étude, éminemment tourné vers la gestion de l'agro-biodiversité, soit à l'ordre du jour !

Aucun essai en plein champ de plantes transgéniques ne devrait être concevable tant que les mécanismes des flux de gènes et des interactions entre gènes et environnement ne sont pas connus. Nous ouvrons là une passionnante et ambitieuse perspective de recherche en génétique des populations et en écologie.

A ce sujet, la revue *Biofutur* de septembre 2002 signale une récente étude australienne portant sur le Canola. Certains pieds de Canola ont développé naturellement des résistances aux désherbants. Il est donc possible de suivre la diffusion de cette résistance par diffusion pollinique. Résultat : le caractère résistant contamine les champs à 3 kilomètres.

Et ce fameux pollen pourquoi imaginer *a priori* qu'il se déplace peu alors qu'il est conçu pour se déplacer sur de longues distances ? Quand on ergote pour savoir si le pollen peut faire 300 mètres ou 3 kilomètres rappelons ce simple fait : on retrouve des pollens dans les glaces des glaciers et même dans les glaces du pôle Sud ! Soit des trajets de l'ordre de plusieurs milliers de kilomètres. Pas mal, pas mal.

### Le flux de gènes est déjà démontré

L'Inra a démontré en espaces confinés - en serres - que le flux de gènes se produisait bel et bien. Il serait logique d'en déduire que la réalité du risque est démontrée et qu'il faut éviter la dissémination. Pas du tout ! pense l'Inra. Puisque la dissémination redoutée se produit en espace confiné, il est urgent de vérifier qu'elle se produit en champ.

C'est bien la première fois que l'on considère que puisque le risque est quasi certain, il faut aller au bout de la certitude en provoquant le phénomène. Comme si après avoir prouvé que le bois brûle en cheminée, on s'empressait de mettre le feu à la forêt «pour vérifier». Mais que l'Inra se rassure, il n'est plus besoin de faire des essais en plein champ en Europe, l'Amérique du Nord, l'Argentine les ont faits à grande échelle et le flux de gènes est amplement démontré. Si amplement démontré que la très sérieuse *Soil Association* britannique estime dans un récent rapport<sup>1</sup> que les agriculteurs biologiques américains ne pourront plus garantir de production

---

<sup>1</sup> *Seeds of doubt. North American Farmer's experiences of GM crops*, Soil Association – Organic Standard, septembre 2002.

indemne d'OGM tant la dissémination est importante ! Les mesures de protection qu'ils mettent en place ne leur garantissent pas d'échapper à une contamination qui décline leurs récoltes. L'agriculture bio risque donc d'être condamnée, à plus ou moins brève échéance, à stopper la production d'espèces pour lesquelles des variétés transgéniques sont présentes dans les champs (il n'y a déjà quasiment plus de colza biologique au Canada, du fait de contaminations presque systématiques). D'ailleurs, David Byrne, commissaire européen à la Santé et à la Protection des consommateurs, a récemment déclaré au journal *Libération* : « *Les OGM sont une réalité incontournable. Ils sont là. Et à moins de mettre fin aux cultures d'OGM dans le monde entier ou de fermer nos frontières, ils le resteront. La pureté sans OGM est révolue.* »<sup>2</sup>

## **La science a bon dos**

Mais au juste est-ce bien de connaissance scientifique qu'il s'agit ? En fait l'Inra, comme beaucoup d'organismes de recherche, a une conception vraiment très large de « la Recherche ». Car, en l'occurrence, de quoi s'agit-il à Gaudiès (Ariège) sinon de roder une innovation technique et industrielle ? Le Cetiom, avec lequel l'Inra collabore, est le Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains. Il s'agit d'un organisme dont la vocation n'est pas de faire de la recherche, mais d'offrir une assistance technique aux producteurs d'oléagineux. Cela passe par l'évaluation des nouvelles variétés en conditions de culture afin d'offrir aux agriculteurs une aide technique lors de la mise en production des nouvelles semences. Or, quand nous voyons Mercedes effectuer des tests sur sa dernière voiture avant de la lancer sur le marché, même si les testeurs portent des blouses blanches, avons-nous le sentiment qu'ils mènent une recherche scientifique ? Non, bien évidemment. Et bien là, c'est la même chose, on tente de faire passer pour de la recherche scientifique publique des tests sur des produits privés préalablement à leur lancement.

Ces essais ne vont donc rien apporter de plus à la connaissance scientifique, que n'auraient apporté des essais de même nature avec des plantes non transgéniques. S'agit-il pour autant de contribuer au progrès technique ?

## **Un progrès technique douteux**

La direction de l'Inra affirme : « *Sans de nouvelles variétés végétales et animales [nous ne pourrions] préserver notre niveau de production, améliorer sa qualité et préserver l'environnement. L'amélioration génétique est, depuis toujours, un des principaux moteurs de l'évolution de notre agriculture.* » Faire passer les OGM pour une voie majeure de progrès agronomique, c'est déjà une grosse ficelle. Amalgamer la production de plantes génétiquement modifiées et les pratiques de sélection passées est une grossière manipulation ! Bien sûr que depuis des temps immémoriaux les agriculteurs ont sélectionné leurs semences avec un succès remarquable. Il suffit de considérer les cousins sauvages du blé ou du maïs. Mais ce qu'ils sélectionnaient, c'était un individu (un grain de blé, un veau, etc.) fonctionnel au sein d'une même espèce. Le processus actuel est notablement différent : on réalise un transfert d'un segment d'ADN d'un organisme vivant à un autre organisme vivant sans considération pour les différences d'espèce. Prétendre que la transgénèse est la poursuite de l'amélioration variétale classique avec juste un changement de moyens relève-t-il d'une méconnaissance de la réalité du vivant... ou de la volonté d'imposer ce type de recherches ?

Toute la rhétorique biotechnologique repose en fait sur un postulat fragile. Selon ce postulat un gène code pour une protéine et une protéine assure une fonction. Or, les recherches menées sur le génome depuis vingt ans ont montré que ce modèle était faux ! Nous n'en donnerons qu'une preuve récente, l'article paru dans *La Recherche* de juin 2001, « *Méli-mélo d'ARN entre gène et*

---

<sup>2</sup> *Libération*, 14 septembre 2002

*protéine* », et portant sur la participation des deux brins de l'ADN dans l'élaboration d'une protéine ! En clair, l'ADN a deux brins, l'un étant le « négatif » de l'autre. Et l'on a longtemps pensé qu'un seul brin était codant. Mais désormais l'on sait que ce n'est pas toujours le cas et que lorsque l'on transplante un segment d'ADN - soit deux brins - on transpose peut-être deux structures codantes et donc deux protéines (voire plusieurs<sup>3</sup>), l'une que l'on croît connaître et l'autre que l'on ne connaît pas !

Or, notre perception même des protéines a changé radicalement... depuis la crise de la vache folle ! En effet, dans l'état actuel des réflexions, le prion responsable de la maladie ne serait qu'une banale protéine mal foutue. Est-il raisonnable dans ces conditions de s'amuser à transférer des segments souvent mal contrôlés d'ADN au risque de faire apparaître des protéines au comportement erratique ?

Le monde de la recherche est d'ailleurs divisé. Il ne manque pas de chercheurs, en France (à l'Inra !) en Angleterre, aux Etats-Unis, pour démonter les postulats de la génétique. Tout l'édifice théorique sur lequel reposent les OGM sera vraisemblablement profondément modifié dans les prochaines décennies. Comment la direction de l'Inra peut-elle ignorer ce fait ?

Entre les connaissances qui s'accumulent en biologie moléculaire fondamentale et les modèles sur lesquels se fondent les applications simplistes de la génomique appliquée, le fossé se creuse. S'il y a une urgence, c'est de revoir le modèle génétique et protéinique actuel avant de procéder à une intervention aussi précipitée que mal contrôlée qui risque de provoquer de sérieuses « turbulences génétiques ».

### **Un intérêt économique négatif**

Quant à l'urgence économique, il est permis d'en douter. Soja, maïs et colza génétiquement modifiés n'ont pas permis aux agriculteurs nord-américains d'obtenir les profits promis par l'industrie des biotechnologies. Au contraire, le rapport publié le 16 septembre 2002 par *Soil Association* (la principale association pour l'agriculture biologique au Royaume-Uni)<sup>4</sup> démontre que la culture de plantes transgéniques aux USA et au Canada se solde par un désastre économique et agricole.

Il révèle notamment que les cultures transgéniques ont :

- coûté au moins 12 milliards de dollars de subventions aux USA depuis 1999,
- renforcé la dépendance des agriculteurs par rapport aux herbicides (apparition de résistances à certaines molécules herbicides<sup>5</sup>),
- conduit à de nombreux procès portant sur les brevets,
- généré des pertes de marchés et des prix bas pour les céréales produites, alors que les semences transgéniques coûtent de 25 à 40 % plus chères aux agriculteurs,
- provoqué la disparition de l'agriculture biologique dans certains secteurs agricoles,
- mené plus de 200 groupes d'agriculteurs conventionnels et bio aux USA et au Canada à s'opposer à la commercialisation du blé transgénique, la prochaine culture transgénique en projet. Par ailleurs, la hausse des rendements promises par l'industrie du génie génétique n'est généralement pas au rendez-vous, des réductions de rendements étant même parfois constatées

---

<sup>3</sup> « [...] plusieurs gènes peuvent contribuer à l'expression d'un caractère, un même gène contribuer à l'expression de plusieurs caractères. » (p.18), in Atlan H., 1999, *La fin du tout génétique, vers de nouveaux paradigmes en biologie*, Inra, 91 p.

<sup>4</sup> op. cité en p.9

<sup>5</sup> Voir par exemple « *Resistant marestail infests 400,000 acres* », Robinson E., 23 août 2002, *Delta Farm Press*, ou encore « *Transgenic weed beets: possible, probable, avoidable ?* », Desplanque B., Hautekeete N. et Van Dijk H., août 2002, *Journal of Applied Ecology*, vol.39 n°4, p.561-571.

(en 2001, en moyenne, les variétés de soja Roundup Ready - soja tolérant à l'herbicide Roundup - ont obtenu des rendements inférieurs de 6 à 11 % aux rendements des variétés conventionnelles).

En Europe, d'ici à la mi-octobre 2002, l'Union européenne (UE) doit prendre deux décisions importantes en matière d'OGM : l'une concerne la présence d'OGM dans les semences conventionnelles et l'autre concerne le maintien du moratoire sur les OGM actuellement en vigueur. Ainsi, soumis à la pression des USA et de l'industrie du génie génétique, le projet de directive de la Commission européenne inclut des seuils qui légaliseraient la contamination des semences conventionnelles par des OGM (0,3 % pour le colza, 0,5 % pour le maïs, la betterave, la tomate et la pomme de terre, 0,7 % pour le soja).

Au regard de ce qui précède, qualifier les essais en plein champ de nécessaires relève d'une mauvaise connaissance du dossier à peine croyable de la part de la direction de l'Inra.

### **Des pratiques rigoureuses ?**

Si l'on en croit sa direction, l'Inra ne lance un essai en plein champ qu'avec des « *recommandations rigoureuses émises par les autorités publiques et [...] qu'après des études et des expérimentations en milieu confiné* ». Le rapport remis le 6 mars 2002 au gouvernement par les quatre sages<sup>6</sup> estime que ces essais à l'air libre de cultures OGM doivent respecter un certain nombre de conditions, non réunies actuellement : « *Ce n'est que lorsque l'incertitude a été réduite à des conséquences considérées comme mineures que le risque d'une dissémination et donc d'une dispersion des gènes pourra être couru. La Commission du génie biomoléculaire (ou l'instance qui lui succédera) doit donc mettre en place une procédure plus stricte permettant de vérifier que les pétitionnaires ont effectivement retiré tous les enseignements possibles en milieu confiné avant passage au champ.* » Et de recommander (p. 28) : « *Dès lors que l'expérimentation au champ induit nécessairement une dissémination vers les cultures traditionnelles, des tests, qui ne sont aujourd'hui exigés qu'avant la mise en culture à grande échelle, devraient l'être dès avant de décider l'expérimentation au champ.* »

D'autres recommandations suivaient dans ce rapport, comme l'amélioration du fonctionnement et de la composition des instances d'expertise scientifique ; la maîtrise des contaminations ; préciser le régime de responsabilité et construire un régime d'assurance ; procéder à une évaluation de la recherche publique, et enfin, et surtout, prendre en compte les attentes des citoyens et les associer aux décisions, notamment en renforçant les prérogatives des maires et en organisant un véritable débat parlementaire sur la question.

Doit-on préciser qu'à ce jour, et malgré les assurances de l'ancien gouvernement, ces recommandations n'ont pas été suivies d'effets ? Et pire, que de nouveaux essais ont été autorisés cet été, dans les conditions qui prévalaient avant ce rapport ? Les citoyens attendent encore la « *construction et [le] dialogue avec tous les acteurs du débat* » annoncé par B. Hervieu

Le cas de l'Inra n'est malheureusement pas isolé. Dans le même ordre d'idée, le Cirad, organisme semi-public de recherche qui s'est illustré dans la recherche sur des riz génétiquement modifiés, devait subir le 2 octobre dernier un contrôle du service régional de la Protection des végétaux pour vérifier que ses expérimentations OGM sont conformes à la loi. Peu rassuré, François Bertin, chargé de mission Qualité et Biosécurité au Cirad, demandait quinze jours avant à ses collègues de recenser ces expérimentations et écrivait : « *Il est fort probable que toutes les*

---

<sup>6</sup> *Rapport des sages à la suite du débat sur les OGM et les essais au champ*, Christian Babusiaux, président du Conseil national de l'alimentation ; Jean-Yves Le Déaut, président de l'Office parlementaire de l'évaluation des choix technologiques et scientifiques ; Didier Sicard, président du Comité consultatif national d'éthique ; Jacques Testart, président de la Commission française du développement durable, mars 2002



*équipes ne soient pas en règle avec la législation en vigueur, mais ce recensement est absolument nécessaire pour éviter de parler d'activités non encore autorisées. Nous ferons ensemble le nécessaire pour que tout soit en ordre dès que possible. » S'agit-il là des «recommandations rigoureuses » avant les essais dont nous assure la direction de l'Inra ?*

Il est clair qu'à l'heure actuelle les promoteurs des OGM n'appliquent que de mauvaise grâce les consignes de sécurité. Ils ont l'intime conviction de l'intérêt des OGM et celle-ci leur semble une garantie suffisante. Mais d'où leur vient cette intime conviction ?

## **Des convictions aux origines pas très scientifiques**

Pour comprendre le positionnement scientifiquement douteux de la direction de l'Inra, il faut avoir la curiosité de dépasser le sujet des OGM pour s'interroger sur le fonctionnement social de la recherche. Un petit détour par les USA s'impose.

Margaret Melon, de l'association *Concerned Scientists*, résume ainsi l'histoire des OGM. Au début des années quatre-vingts le gouvernement américain opère des coupes claires dans les crédits à la recherche. Les universités, pour lever des fonds privés, font miroiter aux industries chimiques une sorte d'eldorado technologique : le génome. Compte tenu des connaissances de l'époque elles croient, ou font mine de croire, que l'on pourra manipuler facilement le génome. Elles obtiennent des fonds énormes. 1990 : dix années de recherche ont dissipé les illusions. Comme on l'a vu, le génome réserve de nombreuses surprises, il est complexe ou plus exactement les modèles dont nous disposons sont incomplets et erronés, il sera difficile de le manipuler. Les bailleurs de fonds s'impatientent. Les scientifiques continuent à faire miroiter des perspectives extraordinaires puisque c'est en entretenant des espoirs qu'ils sont susceptibles de lever des fonds supplémentaires. C'est la grande époque des *start up* dont l'essor est relayé par un discours dithyrambique. Mais, pour rentrer dans leurs investissements, les entreprises demandent alors de sortir des OGM sur le marché. La plupart des premiers OGM, comme ceux d'aujourd'hui, sont assez mal foutus. Qu'importe ! l'essentiel est de maintenir des positions dominantes et un marché captif et surtout d'entretenir le rêve que demain tout ira mieux : on passera donc en force avec une bonne «com' » et ce qu'il faut de relais au sein des administrations<sup>7</sup>. La croyance dans les biotechnologies devient un enjeu économique vital pour la communauté scientifique qui est devenue une communauté managériale.

Nous sommes d'autant plus enclins à croire cette version qu'elle recoupe une impression que nous avons eue lors du cinquantenaire de l'Inra à Strasbourg en 1996. Il était vivement question des biotechnologies et l'état d'esprit de la salle était comparable à celui des ouvriers d'un chantier naval qui apprennent le lancement d'un second porte-avion : l'assurance d'avoir une perspective claire pour l'avenir. Il faut dire que les chercheurs s'étant beaucoup (trop ?) spécialisés, leur reconversion est un vrai problème. Un biochimiste ne devient pas plus facilement pédologue qu'un plombier-zingueur, notaire. Quand les trois quarts du personnel de recherche de l'Inra font de la génomique, les reconvertir au développement durable et à l'approche territoriale n'est pas chose facile. Comme l'explique B. Sylvander, chercheur à l'Inra, « à l'Inra, on distingue deux axes de recherches : celles qui réduisent la variabilité du vivant, et celles qui gèrent sa

---

<sup>7</sup> Le phénomène est tellement courant aux Etats-Unis qu'il a reçu un nom : le « *revolving door* », ou système de porte tournante. Ainsi, plusieurs agents de Monsanto ont-ils fait des apparitions comme fonctionnaires de la FDA, faisant approuver au passage plusieurs de leurs produits (cas de l'hormone de croissance BST notamment). Une fois le produit approuvé, ils ont réintégré l'entreprise Monsanto (pour plus de détails, notamment les noms et fonctions de ces personnes, voir « *Puertas giratorias : Monsanto y la Administración* » in *The Ecologist*, vol. 28, n°5, sept/oct. 1998).

complexité. Les premières [il pense bien sûr entre autres aux OGM] sont incompatibles avec la bio". Et de citer un chiffre : 30 chercheurs de l'Inra travaillent sur l'agriculture biologique (sur un total de 1750)<sup>8</sup>. Seule solution, donc, pour éviter une crise majeure : démontrer à l'opinion que la transgénèse contribue de manière essentielle au développement durable. Un argument fallacieux pour la Commission française du développement durable, qui l'a réfuté dans plusieurs de ses récents avis.

Ainsi, par une sorte de fascination idéologique, par la croyance que la génétique serait une réponse universelle aux questions de notre temps, et aussi par la peur de se voir dépassé par la recherche américaine, l'Inra, comme les autres instituts publics de recherche, pendant vingt ans, a beaucoup misé sur la génomique, il a très peu diversifié son recrutement et il se trouve aujourd'hui dans l'impasse. Il en convient dans son document de prospective « *Recherche, agriculture, territoires : quels partenariats* » (2001) : « *Les chercheurs interrogés s'inquiètent aussi de la distance, voire de la contradiction, entre la volonté exprimée par l'Inra de maintenir ou d'intensifier les relations avec le développement agricole et les profils de recrutement des chercheurs depuis vingt ans.* » Pas si facile de changer.

Cette histoire des OGM et de l'Inra nous permet de rompre définitivement avec l'image d'Epinal régulièrement et soigneusement entretenue d'une activité de recherche guidée exclusivement par le souci du bien public et la curiosité. Le chercheur est un employé de la recherche avec un champ de compétences donné, qu'il doit vendre pour vivre, et qui craint le chômage et la perte de statut ! Si donc les chercheurs de l'Inra sont convaincus (et encore à des degrés divers) de l'intérêt de ces essais, c'est bien souvent parce qu'ils considèrent le monde à l'aune de leurs propres fins et de leurs propres intérêts.

Bien sûr, nous le savions déjà. L'Histoire s'est chargée de nous apprendre, dans des conditions parfois dramatiques, qu'un bon chercheur pouvait très bien et sans trop de cas de conscience se mettre au service de ceux qui lui garantissent emploi et statut. Les chercheurs ne sont pas des hommes socialement ou moralement meilleurs ou pires que les autres. C'est pourquoi il est légitime de s'interroger sur la gouvernance de la recherche, tant publique que privée : qui décide des axes de recherche ? A quelles fins ? S'assure-t-on d'une recherche contradictoire ? Où sont les lieux de mise en débat ? Où sont les lieux de concertation concernant l'orientation de la recherche ?

### **Dis-moi quel est ton partenariat et je te dirai quelle recherche tu fais**

Tout le programme Génoplante qu'évoque la direction de l'Inra est un programme de collaboration étroite entre l'Inra et les industries semencières et chimiques pour développer des produits commerciaux. A l'origine de ce montage, 70 % des fonds étaient apportés par le public, qui n'avait en revanche que 50 % des sièges au Conseil d'administration<sup>9</sup>. Nous pensons que la récente création de la « *société par actions simplifiées dont les organismes publics détiennent la majorité* » n'est pas étrangère à la destruction du riz transgénique dans les serres du Cirad, qui avait valu des échanges virulents entre chercheurs et citoyens<sup>10</sup>. Le scandale d'une recherche financée par l'argent public dont on avait octroyé la direction à des firmes privées était trop visible.

---

<sup>8</sup> in Solana P., « *Un laboratoire pour l'agriculture de demain* », interview de Bertil Sylvander, *Consomm'action, le magazine des Biocoop*, n°14, printemps 2002, (p. 23).

<sup>9</sup> Motchane J.-L., « *Génoplante ou la privatisation des laboratoires publics* », *Le Monde diplomatique*, septembre 1999.

<sup>10</sup> « *Lettre ouverte aux citoyens* », *Libération*, 23 juin 1999 ; Prat F., « *Sortez de vos labos* », *Libération*, 25 juin 1999 ; « *Oui, il faut étudier l'impact des OGM* », *Libération*, 8 juillet 1999, Raffin T., Prat F., « *Pour un moratoire de cinq ans* », *Libération*, 3 septembre 1999.

Mais, même avec une représentation plus grande des pouvoirs publics, on est bien sûr loin de la recherche publique sereine dont la fonction serait d'éclairer un débat citoyen. Il y a, en la matière, une inégalité de traitement flagrante. Quand il s'agit de traiter avec les milieux économiques, la direction de l'Inra crée une structure *ad hoc* pour qu'entreprises et chercheurs travaillent en partenariat. Quand il s'agit de prendre en compte les attentes des citoyens contribuables, d'animer le débat public, la direction de l'Inra se pose en expert auprès de l'Etat, et envoie ses chercheurs les plus convaincus « éclairer » le public « mal informé », sans même se donner la peine de refléter le débat que suscite, au sein de la communauté des chercheurs, les manipulations génétiques.

En l'occurrence, on a bien l'impression que la direction de l'Inra concourt à la stratégie du passage en force destinée à faire consommer, bon gré mal gré, des OGM à la population alors que celle-ci exprime clairement qu'elle n'en veut pas. En plaidant pour la cause des expérimentations aux champs, la direction de l'Inra ne se fait-elle pas l'écho des tentatives actuelles de la Commission européenne qui cherche à sortir de la situation de moratoire sur les nouvelles autorisations d'OGM, situation qui dure depuis juin 1999 ? Le risque majeur est de renforcer encore un peu plus les contaminations incontrôlées des semences.

L'alliance économique et sociale passée par la direction de l'Inra avec l'industrie semencière au sein de Génoplante indique clairement quels sont les enjeux pour l'Inra et ce qui oriente en définitive son développement. « *Dis-moi quel est ton partenariat et je te dirai quelle recherche tu fais.* »

Dans ces conditions, comment développer une recherche, sinon indépendante, du moins contradictoire, qui permette d'éviter les manipulations grossières de l'opinion ?

## **Faire entrer la recherche en démocratie**

Il existe un problème de fond de la recherche publique. La direction de l'Inra peut bien affirmer que « *la recherche publique n'est pas restée sourde aux interrogations de nos concitoyens* ». Lorsque l'association Inf'OGM a essayé d'obtenir en février 2001 le rapport du Comité d'éthique et de précaution (Comepra) de l'Inra, J.-F. Théry, conseiller d'Etat et président du Comepra, a répondu, cinq mois plus tard : « *Il ne m'est pas possible de répondre favorablement à votre demande. En effet, le premier rapport du Comepra n'a pas vocation, à la demande de ses membres, à être diffusé à l'extérieur de l'Inra* ». Cette fois-ci, B. Hervieu est intervenu suite aux réclamations de l'association, pour obliger ses services à divulguer le contenu de ce rapport. Mais pourquoi tant de secret ? Etait-ce pour cacher que les « *récoltes de végétaux modifiés étaient traitées comme les autres*<sup>11</sup> » ? et que « *l'Inra s'était dans un premier temps montré insuffisamment attentif à ces problèmes*<sup>12</sup> » ?

Nous voudrions croire que la recherche publique agricole veut « *renouveler les termes du contrat qui unit la science, la production et la société et mettre enfin en place une véritable gestion sociale de l'innovation* ». Encore faut-il qu'elle ne nous mente pas, soit transparente et à l'écoute de cette société qui ne demande qu'à participer à la définition des axes de recherche pour une agriculture durable, au service d'une alimentation de qualité. Une tribune truffée de contrevérités dans un journal national n'est pas de nature à nous rassurer. Pas plus que ne l'est la récente position de C. Haigneré, ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, qui

---

<sup>11</sup> Rapport d'activité, Comité d'éthique et de précaution de l'Inra, janvier 1999-février 2000, p.19.

<sup>12</sup> *ibid*

affirme elle aussi (*Le Monde* daté du 1<sup>er</sup> octobre) : «*Il faut mener des recherches sur les OGM à la fois en serre et dans les champs.* »

A notre sens, il n'y a pas de recherche qui serait publique par nature, indépendamment de ses liens sociaux. Une recherche n'est publique et n'est au service du bien public que si elle est soumise à une procédure de contrôle et d'orientation publique. Or, même le comité des « 4 sages », chargé par le gouvernement d'un rapport sur les OGM au champ, n'a pu obtenir des structures autorisées des informations convaincantes sur les essais d'OGM en milieu confiné.

Il est temps que se mettent en place des processus publics de concertation.

### **Quelques précédents**

Nous ne partons pas de rien. En France, deux processus au moins ont essayé d'incarner ce débat public. La conférence de citoyens sur les OGM de 1998 et le débat organisé par un comité de sages en 2002 sur le thème des expérimentations des OGM en plein champ.

Nous considérons que, quelque soit le caractère perfectible de ces événements, ils sont ce qui fut fait de mieux en termes de débat. Ils ont tous deux produit des textes solides, argumentés, équilibrés. Et pourtant le pouvoir politique n'en a pas fait grand cas. Sans doute les conclusions contrariaient-elles tel ou tel lobby. En tout cas, quand la direction de l'Inra affirme : «*Le prétoire comme la pression médiatique n'étant pas des plus propices pour expliquer ou rendre compte des enjeux en cause, il nous revient de dire maintenant en quoi les essais en plein champ sont, à nos yeux, nécessaires pour construire cette expertise attendue par tous* », nous ne pouvons que remarquer :

- que si le prétoire est devenu le lieu ultime d'arbitrage, c'est par une carence flagrante du pouvoir politique et le refus obstiné des promoteurs des OGM de prendre en compte les résultats de ces deux procédures publiques ;
- que la direction de l'Inra ignore superbement tout ce qui a été fait en la matière et montre un mépris aussi tenace que profond pour toute procédure démocratique qui ne lui donnerait pas raison ;
- que si des groupes militants n'avaient pas révélé la désinformation en procédant à l'arrachage d'OGM, ces débats publics n'auraient pas même eu lieu.

### **Le courage d'être contrarié**

Qu'est-ce qu'un débat démocratique si l'une des parties refuse par avance toute conclusion qui serait contraire à ses intérêts ? Une parodie.

La question est simple, la direction de l'Inra se considère-t-elle comme le juge infaillible du bien public ? Est-elle prête à en rabattre de sa rhétorique de l'objectivité et de l'impartialité, croisée avec celle de la noblesse de la mission de service public ? Car qui peut être dupe désormais ?

Pour notre part, nous ne revendiquons pas de représenter les citoyens de ce pays, pas plus qu'à notre avis, ne peut le faire la direction de l'Inra en continuant à revendiquer son rôle d'éminence grise du politique.

Pour que la recherche rentre en démocratie, il faut que chaque chercheur comme chaque citoyen accepte l'idée d'être contrarié. Pour que la recherche entre en démocratie, il faut que les chercheurs acceptent d'y entrer.

## Les conditions du débat et de la décision

Pourquoi le prétoire de Foix est-il devenu le seul lieu de débat public ? Par défaut ! Parce que fondamentalement la justice par tradition est le lieu où la décision n'est prise qu'au terme d'un débat qui suit des règles précises.

La première règle est de distinguer ceux qui défendent une thèse - les parties - et ceux qui jugent. Car on ne peut être selon la formule juge et partie.

La deuxième règle est que l'on vérifie par une instruction préalable et contradictoire que tous les aspects du problème ont été envisagés et que toutes les parties ont été entendues ou pourront s'exprimer. Nous pensons que si aucun acteur n'est impartial, le débat l'est quand tous les points de vue ont été exprimés et quand la conclusion est donnée collégalement.

Si d'aventure on se demandait comment organiser un tel débat public, il en existe déjà, et de fort bonne qualité, en Suisse, au Danemark. Encore faudrait-il que la forme la plus élaborée de ces débats publics, la conférence de citoyens, soit suffisamment prise au sérieux pour que les élus s'emparent de ses conclusions dans un débat parlementaire.

La direction de l'Inra affirme : "*Construction et dialogue avec tous les acteurs du débat, partage des orientations et des résultats, partenariat large : tels sont les principes qui nous guident dans nos recherches. Saisissons l'opportunité du débat sur les OGM et celui sur les essais en champ pour renouveler les termes du contrat qui unit la science, la production et la société et mettre enfin en place une véritable gestion sociale de l'innovation*". Nous sommes prêts, avec d'autres, à la prendre au mot pour que se mette en place un débat, dans lequel puissent aussi intervenir les citoyens d'autres pays, et en particulier ceux pour qui sont censées être développées ces technologies.

Et pour commencer, à préparer le dossier de l'instruction. Un dossier écrit à plusieurs mains et surtout un dossier contradictoire, et non pas une synthèse qui prétendrait dire le vrai. Un dossier avec des faits, des efforts de prospective et d'évaluation des conséquences, et pas des conclusions !

Il reviendra ensuite à la société dans son ensemble et aux pouvoirs publics en particulier de mener à bien une procédure de jugement.

Si la démocratie a un sens pour la direction de l'Inra, alors elle acceptera les conclusions de ces débats. Mais que cela soit clair, un débat restreint au petit cercle des scientifiques et des associations et conditionné à l'acceptation préalable de ses conclusions - *Oui aux OGM aux champs !* - n'est pas un débat !

## Bibliographie succincte

### 1 - Remise en question du modèle du génome

- « **Méli-mélo d'ARN entre gène et protéine** », Philipon P., juin 2001, *La Recherche* (p.16).
- *La fin du tout génétique, vers de nouveaux paradigmes en biologie*, Atlan H., 1999, Inra, 91 p.

### 2 - OGM et environnement

- « **Resistant maïs infests 400,000 acres** », Robinson E., 23 août 2002, *Delta Farm Press*.
- « **Transgenic weed beets : possible, probable, avoidable ?** », Desplanque B., Hautekeete N. et Van Dijk H., août 2002, *Journal of Applied Ecology*, vol. 39 n° 4, p.561-571.
- *Seeds of doubt. North American Farmer's experiences of GM crops*, Soil Association, Organic Standard, septembre 2002.
- *Rapport des sages à la suite du débat sur les OGM et les essais au champ*, Babusiaux C., Président du Conseil national de l'alimentation ; Le Déaut J.-Y., Président de l'Office parlementaire de l'évaluation des choix technologiques et scientifiques ; Sicard D., Président du Comité consultatif national d'éthique ; Testart J., Président de la Commission française du développement durable, mars 2002.
- « **Starlink : chronique d'un scandale annoncé** », Noisette C., mars 2001, *Inf'OGM* n°18.
- *Les OGM : pour quoi faire ? Rapport sur la dissémination volontaire des OGM dans l'environnement*, Aubert M.-H., 2000, Document d'information de l'Assemblée nationale, n°2538, 171 p.
- *Plantes transgéniques : enjeux et risques*, 1999, Centre national de la recherche scientifique.

### 3 - OGM et santé

- *Gènes de résistance aux antibiotiques et plantes transgéniques*, Clavilier L., Hervieu F., Letodé O., Inra éditions, coll. Science Update, 2001, 206 p.
- *OGM le vrai débat*, Séralini G.-E., Dominos, Flammarion, 2000, 128 p.
- « **OGM : comment analyser les risques ?** », Marris C., *Biofutur* 195, décembre 1999.
- « **Effect of diets containing genetically modified potatoes** », Stanley W. B. Ewen, Arpad Pusztai in *Lancet*, Research letters, vol. 354, n° 9187, 16 octobre 1999.
- « **The politics of GM food : risk, science and public trust** », University of Sussex, pour le Global Environment Change Programme, 1999, disponible sur [www.gecko.ac.uk](http://www.gecko.ac.uk).
- « **Plantes transgéniques et antibiotiques** », Courvalin P., *La Recherche*, mai 1998.
- « **Comment évaluer la sécurité des aliments issus de plantes transgéniques ?** » Gérardin P., in *Organismes génétiquement modifiés à l'Inra : environnement, agriculture et alimentation*, Inra éditions, 1998, 150 p.

### 4 - Impacts sur l'économie au Sud

- *La guerre au vivant*, Berlan J.-P., 2001, Éditions Agone, 167 p.
- *OGM brevets pour l'inconnu*, Briand-Bouthiaux A., Éditions Faton, 3<sup>e</sup> trimestre 2001, 287 p.

- « **Polémiques autour du riz transgénique doré** », Inf° OGM et BEDE, juin 2001, Dossier *Inf° OGM* n° 21.
- *Repenser l'inégalité*, Amartya Sen, mai 2001, Éditions du Seuil, 281 p.
- « **De la faim aux OGM : les paysans ripostent** », *Le Courrier de l'Unesco*, janvier 2001.
- « **La moitié de la paysannerie mondiale n'est pas solvable pour les grands laboratoires** », interview de Marcel Mazoyer par Kempf H., *Le Monde*, 16 octobre 2000.
- *Nourrir le monde de l'agrobusiness. Enquête sur Monsanto*, Delforges I., mai 2000, Les magasins du monde - Oxfam, 105 p.
- *La sécurité alimentaire en questions. Dilemmes, constats et controverses*, Stäuble Tercier N., Sottas B., 2000, Karthala, 267 p.
- *Plantes transgéniques : une menace pour les paysans du Sud*, Brac de la Perrière R. A. et Seuret F., 1999, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 146 p.
- « **The Ecologist. Le dossier Monsanto. Pouvons-nous survivre au génie génétique ?** », *Courrier international*, n° 452, juillet 1999.

## **5 - Modalités d'un débat citoyen**

- *Public perceptions of agricultural biotechnologies in Europe*, Marris C., Wynne B., Simmons P. et Weldon S., projet européen de recherche PABE, décembre 2001.
- *OGM et agriculture : options pour l'action publique*, Chevassus-au-Louis B. (président du groupe), Commissariat général au Plan, La Documentation française, septembre 2001, 393 p.
- « **Eurobaromètres : 1996-97, 1999-2000** »  
[http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/eb49\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/eb49_en.html)
- *Le Principe de précaution*, Kourlisky P. et Viney G., 2000, Odile Jacob.
- *Rapport d'activité*, Comité d'éthique et de précaution de l'Inra, janvier 1999-février 2000, 25 p.
- Précédent débat dans le quotidien *Libération* :  
 « **Lettre ouverte aux citoyens** », 23 juin 1999 ;  
 « **Sortez de vos labos** », 25 juin 1999 ;  
 « **Oui, il faut étudier l'impact des OGM** », 8 juillet 1999 ; « **Pour un moratoire de cinq ans** », Raffin T., Prat F., 3 septembre 1999.
- *La France face au défi des biotechnologies : quels enjeux pour l'avenir ?*, Rouvillois P. et Le Fur G., 1999, Avis et rapport du Conseil économique et social, Les éditions des Journaux officiels, 284 p.

## Liste des signataires (au 13 octobre 2002)

*Auteurs, relecteurs, correcteurs, ou simples signataires, de nombreuses personnes, y compris de pays du Sud, ont souhaité signer cette lettre ouverte. Voici les premières, par ordre alphabétique.*

Jasmin **Aguilar**, Mexique  
Pierre **Athanaze**, France  
Arnaud **Apoteker**, Greenpeace, France  
Valentin **Beauval**, agronome, producteur de semences, France  
Anne Sophie **Boisgallais**, sociologue, France  
Matthieu **Calame**, agronome, ferme de la Bergerie, France  
Jacques **Caplat**, agronome, FNAB, France  
Philippe **Cassard**, cinéaste, France  
Pierre-Olivier **Cheptou**, chargé de recherche, CNRS, France  
André **Cicoella**, président de la Fondation Science Citoyenne, toxicologue, directeur de recherche à l'Ineris, France  
Renaud **Frossard**, enseignant-chercheur université Paris X, France  
Christian **Garnier**, ingénieur, enseignant-chercheur, FNE, France  
Bara **Goudiaby**, coordonateur Université paysanne africaine, Sénégal.  
Jean-Yves **Griot**, vice-président du réseau agriculture durable, France  
Candido **Grzybowski**, directeur général d'Ibase (Institut brésilien d'analyses sociales et économiques), sociologue, Brésil.  
Guy **Kastler**, paysan, chargé de mission à Nature & Progrès, France  
Laurent **Leguyader**, OGM Dangers, France  
Hervé **Le Meur**, président de l'association OGM Dangers, France  
Sylvio **Marzaroli**, agriculteur, dirigeant syndical d'organisations de producteurs aux niveaux national et régional (Mercosur), Uruguay  
Gustave **Massiah**, économiste, France  
Jacques **Morineau**, président du réseau agriculture durable, France  
Frédéric **Prat**, agronome, membre de Geysler, France  
Thierry **Raffin**, sociologue, France  
Fernando **Rosero**, prof. de l'Univ. polytechnique salésienne de Quito, Equateur  
Jacques **Testart**, président de la Commission française du développement durable, France  
François **Thiéry**, président de la FNAB, France  
Georges **Toutain**, agronome retraité de l'Inra, France  
François **Veillerette**, président du MDRGF, France  
Pierre **Vuarin**, co-créateur du réseau APM Terre citoyenne, France



## **OGM : Opinion Grossièrement Manipulée ?**

### ***Lettre ouverte à la direction de l'Inra***

En publiant dans le journal *Libération* du 23 septembre 2002 une tribune intitulée « *Oui aux OGM aux champs* », la direction de l'Institut national de recherche agronomique a donné une dimension nouvelle au débat sur les OGM. Désormais, l'Inra n'est plus un lieu d'expertise neutre mais un acteur engagé. Ceci pose le problème de fond de l'existence d'une recherche au service du bien public.

Mais le plus grave est que l'argumentaire de la direction de l'Inra contient de nombreuses contrevérités.

Spontanément, plusieurs personnes issues de la société civile, mais aussi de la recherche, ont réagi en envoyant des réponses au journal *Libération*. Aucune à ce jour n'a été publiée, et l'idée nous est venue de synthétiser nos réactions dans cette lettre ouverte.

L'objet de ce présent fascicule est d'opposer aux arguments d'autorité des faits récents et de s'interroger sur les raisons qui ont poussé la direction de l'Inra à adopter cette position. Nous faisons aussi des propositions concrètes pour que la recherche entre en démocratie et renonce aux arguments d'autorité.

*Ce texte collectif est signé par de nombreuses personnes, de France mais aussi de pays du Sud (voir les premiers signataires en page 31). Inf'OGM l'édite comme contribution au débat citoyen et continuera à recueillir les signatures.*

**Publié par Inf'OGM**, avec le soutien de la Fondation  
Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH)  
Octobre 2002 – Prix public indicatif : 2,00 euros  
**Inf'OGM - 2B rue Jules Ferry, F-93100 Montreuil**  
Tél. +33 (0)1 48 51 65 40 - [www.infogm.org](http://www.infogm.org)